



CNT-Solidarité Ouvrière

Dossier inflation et vie chère

juillet 2022

Un seul mot d'ordre :

répartition égalitaire

des richesses et du travail !

Les travailleur·euses sont de plus en plus lourdement impactées par l'inflation et la vie chère (logement, transport, énergies...) aggravées par les crises internationales et environnementales en cours.

Les réponses à court terme du gouvernement ne régleront pas nos problèmes. Ne nous laissons pas enfumer par ces mesurette, payées largement à nos frais via l'imposition et qui épargnent encore grandement les plus riches et les entreprises (voir encadré). La question n'est pas le « pouvoir d'achat » mais la répartition égalitaire des richesses ! Elles doivent revenir aux travailleur·euses !



On le sait, sous la présidence Macron, les français les plus fortunés ont considérablement augmenté leur richesses. Depuis 2021, les cours boursiers et les profits des entreprises ont enregistré partout dans le monde des records de hausse. **Ces masses d'argent, c'est l'exploitation de notre travail qui les a produites !** Dans l'immédiat elles doivent servir à l'augmentation générale des salaires, y compris dans les petites entreprises. Lutter contre les galères de la vie chère c'est faire passer nos employeurs et les actionnaires à la caisse !

Depuis des années, la sphère patronale et actionnariale est subventionnée par l'argent public (exonérations de cotisations sociales ou fiscales, aides...). Ces politiques doivent cesser pour permettre de **sortir les services publics des logiques d'austérité et revaloriser leurs agent-es**. Nos galères ne viennent pas de nulle part, elles sont le fruit du système économique capitaliste, prédateur et inégalitaire. Notre classe doit s'en émanciper en défendant un projet de transformation sociale égalitaire et autogestionnaire !



SEULE LA LUTTE PAIE !

Depuis plusieurs mois, en France comme à l'étranger, la classe ouvrière se réveille et mène des luttes de plus en plus nombreuses pour les salaires. Les révoltes populaires se multiplient également dans le monde contre les effets désastreux de la vie chère et des pénuries. **C'est en faisant monter les mobilisations collectives sur nos lieux de travail et dans la rue que nous construirons le rapport de force nécessaire !**

Mobilisons-nous collectivement pour revendiquer :

- **La hausse généralisée, indexée sur l'inflation, des salaires, pensions et minimas sociaux en proportion du SMIC revalorisé. Hausse du point d'indice de la fonction publique à hauteur de l'inflation et revalorisation des grilles indiciaires. Le plafonnement des hauts salaires.**
- **Diminution du temps de travail, à salaire égal.**
- **L'arrêt des politiques, notamment fiscales, au bénéfice des plus riches et des entreprises.**
- **État d'urgence social : blocage des loyers, des prix des produits de 1ères nécessité et des factures énergétiques.**

Mesures sur le « pouvoir d'achat » : attention arnaque !

• **Des revalorisations et des mesures ponctuelles insuffisantes.** Les retraites, les minimas sociaux (prime d'activité, RSA, AAH...), les bourses étudiantes vont être revalorisés de 4 %, l'APL de 3,5%. Ces revalorisations qui anticipent des hausses prévues en 2022-23 restent en dessous de l'inflation estimée vers 7 % à la rentrée. Au regard de ce chiffre, le dégel du point d'indice de la fonction publique de 3,5 %, après plus d'une décennie de blocage, n'est pas non plus acceptable ! Au regard des fortes augmentations des prix du logement, des énergies ou de l'alimentation, les aides ponctuelles ne sont pas non plus suffisantes.

• **Un attaque sur le salaire socialisé et les communs.** La mesure phare du dispositif est le triplement de la prime Macron, rebaptisée Prime exceptionnelle pour le pouvoir d'achat (Pepa). Le principe est le même : cette prime défiscalisée et exonérée de cotisations sociales sera toujours distribuée au bon vouloir des patrons ! D'autres mesures devraient être imposées à l'Assemblée, par l'alliance du gouvernement avec la droite comme la hausse du plafond des heures sup' défiscalisées. Ces mesures creusent le déficit de la protection sociale en s'attaquant au salaire socialisé (voir après) et impactent le financement des services publics.

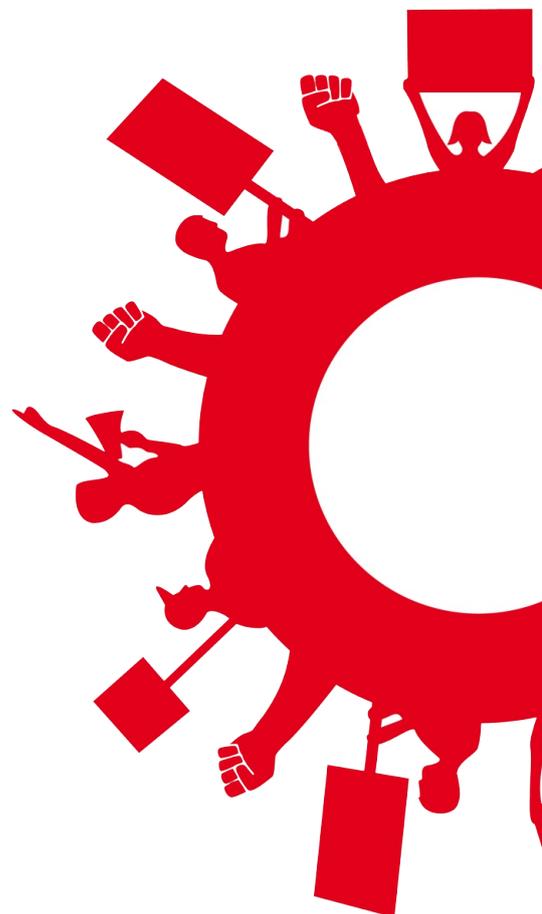
Les entreprises qui ont pourtant bénéficié d'années d'exonérations de cotisations sociales ou fiscales seront peu sollicitées : ce n'est pas acceptable !

Pauvreté, précarité, mal-logement... L'impact des crises sur la population nécessite plus que l'aumône de chèques alimentaires ou énergétiques mais des mesures immédiates d'urgence sociale !

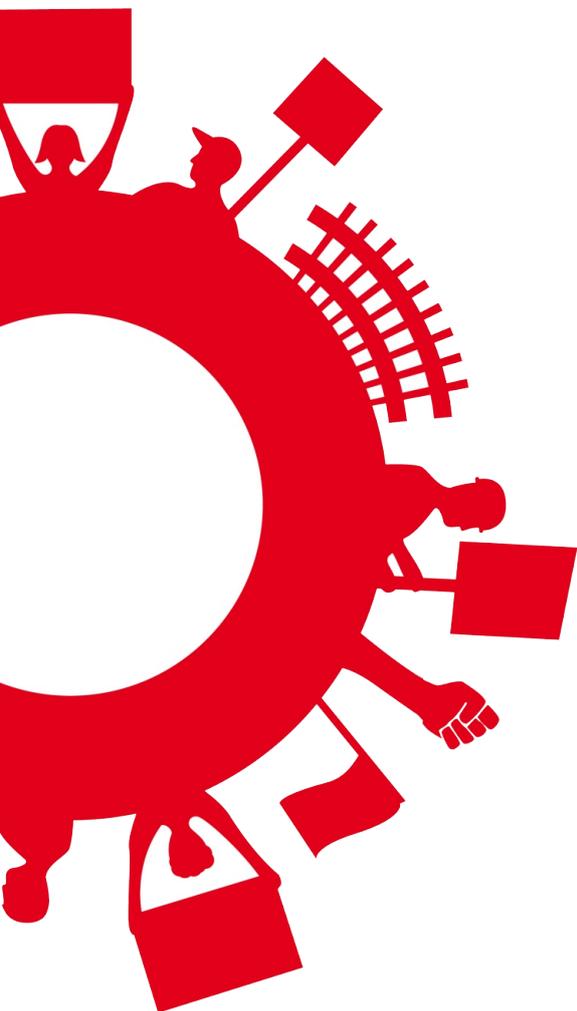
Baisse des charges : attention arnaque !

Face au problème de la vie chère, la réponse des gouvernements et politicien·nes est le plus souvent de faire « **baisser les charges** » pesant soi-disant sur les salaires. **Attention, cela revient à baisser nos salaires !** Rappelons que les cotisations sociales (le salaire brut) ne sont pas des « charges » mais une partie intégrante de nos salaires, socialisés pour nous protéger des aléas de la vie (santé, vieillesse, chômage...). Dans ce cadre, la hausse des salaires nets, si elle est réelle, est un attrape-nigaud !

Surtout, cela implique **le basculement du financement de la protection sociale vers l'impôt, touchant au cœur même de la sécurité sociale, en s'éloignant toujours plus d'un système de répartition solidaire entre salarié·es pour poursuivre son étatisation.** En prélude à sa privatisation ? Si on assèche les sources de financement de la protection sociale, il faudra bien compenser le manque (le fameux trou !) soit par une baisse des services, des hausses d'impôts ou la privatisation de pans entiers de la protection sociale. **Ce n'est pas acceptable !**



Une rupture révolutionnaire avec le capitalisme, ça devient urgent !



Pour la CNT-Solidarité Ouvrière, syndicat révolutionnaire, notre combat ne saurait s'arrêter à un peu plus de « justice sociale », dans le cadre du système actuel. **Mortifère pour la planète, basé sur l'exploitation du travail du plus grand nombre par une minorité, il n'y a pas de capitalisme à visage humain.** La répartition égalitaire des richesses et du travail ne pourra se faire que dans le cadre d'une rupture avec le capitalisme. C'est à cette transformation sociale que nous œuvrons.

Les travailleur·euses peuvent directement gérer la société sans intermédiaires parasites, parce-que nous produisons tous les biens et services et que nous en sommes les consommateurs ou usagers ! Nous pouvons nous-mêmes gérer la production, la distribution et les échanges de biens. Nous pouvons nous-mêmes faire fonctionner les services essentiels à la société (éducation, santé, logement, etc.). Ensemble faisons émerger un projet collectif en rupture avec la barbarie capitaliste actuelle ! **Construisons un monde dans lequel l'égalité est réelle, tant économiquement que socialement.** Ne comptons que sur nous-mêmes : vive la classe ouvrière !

CNT-Solidarité Ouvrière

4 Rue de la Martinique, 75018 Paris

✉ contact@cnt-so.org

☎ 09 87 53 87 56

f [cnt.so](https://www.facebook.com/cnt.so)

🐦 [cntso_fr](https://twitter.com/cntso_fr)



www.cnt-so.org